



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION NATIONALE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION



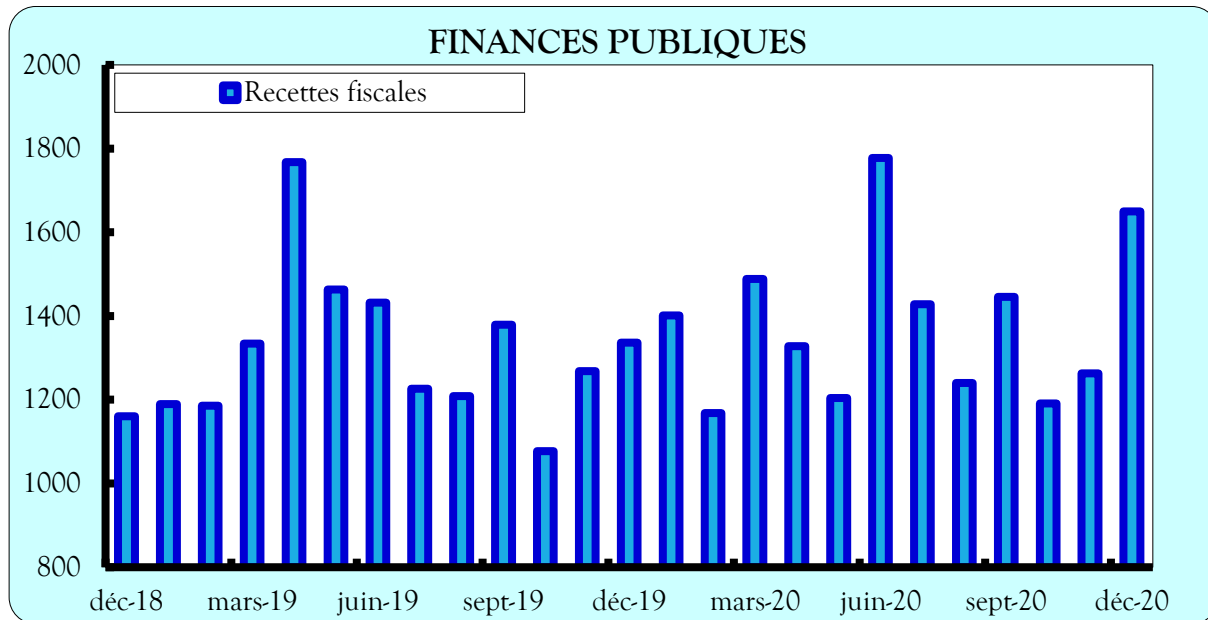
DIVISION CONJONCTURE

NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

N° 126

Quatrième Trimestre 2020

EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES (EN MDS DE GNF)



Conakry, mars 2021

SIGLES ET ACRONYMES

ACG	Compagnie d'alumine de Guinée (ex-Friguia)
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
ANASA	Agence Nationale des Statistiques Agricoles
SAG	Société Aurifère de Guinée
BAD	Banque Africaine de Développement
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BCE	Banque Centrale Européenne
BM	Banque Mondiale
BND	Budget National de Développement
BONAGUI	Boissons non alcoolisées de Guinée
BRAGUINEE	Brasserie de Guinée
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BRITC	Bureau Régional du Transport Terrestre de Conakry
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie des Bauxites de Kindia (ex-SBK)
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CTSCM	Cellule Technique de Suivi de la Conjoncture Macroéconomique
DNEEP	Direction Nationale des Études Économiques et de la Prévision
DNB	Direction Nationale du Budget
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNPP	Direction Nationale du Plan et de la Prospective
ANASA	Agence Nationale des statistiques agricoles
DGES	Direction Générale des Études et de la Statistique
DGD	Direction Générale des Douanes
EDG	Électricité de Guinée
Euro ou €	Monnaie commune de la zone euro (depuis janvier 2002)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FG ou GNF	Franc guinéen
FMI	Fonds Monétaire International
GBP ou £	Livre anglaise
INS	Institut National de la Statistique
IDA	Association internationale de développement
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
JPY	Yen japonais
LFI	Loi de Finances Initiales
LFR	Loi de Finances Rectificatives
MA	Ministère de l'Agriculture
MC	Ministère du Commerce
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MFP	Ministère de la Fonction Publique
MPDE	Ministère du Plan et du Développement Economique
MPA	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture
ND	Non disponible
OIC	Organisation Internationale du Café
OPEP	Organisations des pays exportateurs de pétrole
PAC	Port Autonome de Conakry
PASANDAD	Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Développement Agricole
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissements publics
PNIASAN	Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle
SEG	Société des Eaux de Guinée
SMB	Société Minière de Boké
SOBRAGUI	Société des brasseries de Guinée
SOGEAC	Société Guinéenne de la Gestion et de l'Exploitation de l'Aéroport de Conakry
SOGUIPAH	Société Guinéenne des Palmiers à Huile
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TSPP	Taxe spécifique sur les produits pétroliers
USD ou \$ EU	Dollar américain

TABLE DES MATIÈRES

Liste des graphiques	3
Liste des TABLEAUX	4
<i>Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, au Quatrième trimestre 2020</i>	5
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
I.1 Croissance économique mondiale	6
I.2 Cours du dollar US	6
I.3 Cours des produits de base	7
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NATIONALES SOUTENUES PAR LES MINES, L'ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION	8
2.1 Secteur Primaire	8
2.2 Secteur Secondaire	9
2.3 Activités Tertiaires	10
2.4 Secteur Extérieur	12
2.5 Finances Publiques	12
2.6 Monnaie & Crédit	13
2.7 Inflation	14
2.8 Critères de convergences de la CEDEAO	15
2.9 PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES POUR 2021	15
2.10 MESURES DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE	16
ANNEXES	17

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. I.1 : Évolution des cours du dollar USD (en Euro)	6
Graphique 1. I.2 : Évolution des cours du dollar US (en livre sterling)	6
Graphique 1. I.3 : Évolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD).....	7
Graphique 1. I.4 : Évolution des prix du baril de pétrole (en USD).....	7
Graphique 2.1. 1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes).....	8
Graphique 2.1. 2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes).....	8
Graphique 2.1. 3 : Exportations du café.....	9
Graphique 2.2. 1 : Production de la bauxite (en 000 T)	9
Graphique 2.2. 2 : Production des boissons sucrées (en hl).....	10
Graphique 2.2. 3 : Production d'électricité (en milliers MWH).....	10
Graphique 2.2. 4 : Production d'eau potable (en milliers de m3).....	10
Graphique 2.2. 5 : Production de ciment (en milliers de tonnes).....	10
Graphique 2.3. 1 : Évolution des mouvements d'aéronefs.....	11
Graphique 2.3. 2 : Évolution de l'immatriculation de véhicules	11
Graphique 2.5. 1 : Évolution des recettes fiscales, en Mds GNF	12
Graphique 2.5. 2 : Évolution des dépenses totales & courantes (en milliards GNF)	13
Graphique 2.5. 3 : Solde budgétaires primaire, avec et hors dons (% PIB).....	13
Graphique 2.5. 4 : Service de la dette extérieure (en % export.)	13
Graphique 2.5. 5 : Service de la dette intérieure (en % Recettes fiscales).....	13
Graphique 2.6. 1 : Masse monétaire en glissement annuel (%).....	13
Graphique 2.6. 2 : Contreparties de la Masse	14
Graphique 2.7. 1 : IHPC – Évolution de l'inflation (en %)	14
Graphique 2.8. 1 : Évolution du taux de change (1 USD = n GNF)	14
Graphique 2.8. 2 : Évolution du taux de change (1 € = n GNF)	14

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. 1 : Taux de change de l'Euro	Tableau 1. 2 : Coût des matières premières	18
Tableau 2.1. 1 : Évolution de la production agricole (en milliers de tonnes)		19
Tableau 2.1. 2 : Évolution de la production animale (en milliers de têtes).....		19
Tableau 2.1. 3 : Évolution de la production minière		20
Tableau 2.1. 4 : Évolution de la production alimentaire et exportations du poisson de la pêche industrielle		20
Tableau 2.1. 5 : Évolution de la production énergétique.....		20
Tableau 2.1. 6 : Évolution de la production de ciment et peinture		21
Tableau 2.1. 7 : Évolution de la balance des paiements estimée en millions USD.....		21
Tableau 2.1. 8 : Évolution des activités portuaires et aéroportuaires		22
Tableau 2.2. 2 : Évolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens).....		24
Tableau 3.1. 1 : Situation monétaire intégrée (fin de période en milliards de GNF).....		24
Tableau 3.1. 2 : Évolution du taux de change moyen trimestriel du GNF.....		25
Tableau 3.1. 3 : Évolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)		25
Tableau 3.1. 4 : Évolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry		25
Tableau 3.1. 5 : Évolution des taux d'intérêt créditeurs.....		26
Tableau 3.1. 6 : Repères quantitatifs à fin décembre 2020.....		26
Tableau 3.1. 7 : Critères de convergence à fin décembre 2020		26

Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, au Quatrième trimestre 2020

Économie mondiale

- ❖ Le FMI confirme la contraction de l'économie mondiale à 4,5% et projette une reprise de 5,5% en 2021 ;
- ❖ Baisse des cours des produits énergétiques de 18,2% et un redressement des cours des produits non énergétiques de 16,1% en glissement annuel ; et
- ❖ Baisse en glissement annuel des cours du pétrole Brent de 24,3%, se situant ainsi à 49,9 USD à fin décembre 2020.

Tendances sectorielles

- ❖ Primaire : Bonne dynamique des activités primaires avec la production agricole vivrière qui enregistrerait des résultats appréciables pour la campagne 2019/2020 ;
- ❖ Secondaire : Attitude positive du secondaire soutenu par les mines, l'accroissement des activités de construction et l'amélioration de la production d'énergie ; et
- ❖ Tertiaire : Perspectives peu favorables avec la baisse des activités de commerce, de transports à cause de la pandémie à coronavirus. Toutefois, les activités des postes et télécommunications devraient connaître une amélioration.

Inflation

- ❖ Les pressions inflationnistes s'amointrissent mais l'inflation reste à deux chiffres. En décembre 2020, elle a été de 10,6% en glissement annuel et 10,7% en moyenne annuelle. En même temps, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais) a été de 10,1%.

Échanges extérieurs

- ❖ Au quatrième trimestre 2020, la balance des paiements est ressortie avec une capacité de financement de USD 718 millions contre un besoin de financement de USD 102,9 millions un an plutôt.
- ❖ Le compte des transactions courantes est ressorti également avec un solde excédentaire de USD 684,7 millions contre un déficit de USD 110,9 millions à la même période de 2019.

Finances publiques

- ❖ Les soldes budgétaires dons compris et hors dons ont été déficitaires respectivement de GNF 4 098,22 milliards et GNF 5 595,03 milliards. Le solde primaire a été également déficitaire de GNF 2 518,02 milliards ;
- ❖ En même temps, les recettes hors secteur minier ont atteint GNF 16 523,40 milliards ;
- ❖ En ce qui concerne les dépenses courantes hors paiements d'intérêts, elles se sont situées à GNF 18 027,11 milliards en décembre 2020 ;

Secteur monétaire

- ❖ La masse monétaire est passée de 30 431,67 milliards en 2019 à GNF 37 420,34 milliards à fin décembre 2020, en lien avec l'augmentation des avoirs extérieurs (+21,0%) et des avoirs intérieurs (+22,3%) ; et
- ❖ Sur la même période, le crédit à l'Etat a progressé de 35,9% et le crédit à l'économie a également progressé de 7,9%.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1 Croissance économique mondiale

Contraction de l'activité économique mondiale en 2020

En 2020, l'économie mondiale aurait connu une sévère récession de 3,5% selon le FMI, à cause des conséquences économiques de la Covid-19. En termes de perspectives, le PIB mondial devrait enregistrer une nette reprise en 2021 (+5,5%), soutenu par des mesures de relance monétaire et budgétaire et les effets des campagnes massives de vaccination. Cependant, les perspectives à court terme restent entourées d'incertitudes, liées notamment à l'évolution de la pandémie.

Dans les pays avancés, la croissance s'établirait à 4,3% en 2021 et 3,1% en 2022 contre une contraction de 4,9% en 2020. Ces pays ont, d'une manière générale, été à même d'assurer un vaste soutien budgétaire aux ménages et aux entreprises (par des mesures fiscales directes et des dépenses, mais aussi par des injections de capitaux, des prêts et des garanties). En plus, les banques centrales ont étayé cet effort en élargissant leurs programmes d'achats d'actifs, en soutenant le crédit bancaire et, dans quelques cas, en abaissant leur taux directeur.

Aux États-Unis, les prévisions sont revues à la hausse à 5,1% en 2021 et 2,5% en 2022 contre une contraction de 3,4% en 2020. Dans la Zone Euro, la croissance serait de 4,2 % en 2021 contre une récession de 7,2% en 2020. Le repli du PIB serait plus fort en Espagne (-11,6%), en France (-9,1%), en Italie (-9,1%) et qu'en Allemagne (-5,5%). En 2021, l'économie de la Zone Euro devrait enregistrer une nette reprise (+3,6%).

S'agissant du groupe des pays émergents et en développement, la croissance devrait s'établir à 6,3% en 2021 et 5,0 % en 2022 contre une contraction de 2,4 % en 2020. Malgré les effets de la pandémie sur l'activité économique mondiale notamment chinoise, ce pays enregistrerait une croissance de 2,3% en 2020 avant de rebondir à 8,1% en 2021. Cette reprise robuste de l'économie chinoise serait imputable à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport de liquidités par la banque centrale. Cependant, les pays de l'Amérique latine et caraïbes afficheraient un taux de croissance de -7,4% en 2020 contre 0,2% en 2019. En 2021, la croissance s'établirait à 4,1%. Elle serait soutenue par une reprise de l'activité économique plus prononcée au Mexique (4,3%) et au Brésil (3,6%).

Concernant l'Afrique subsaharienne, la croissance économique se situerait à 3,2% en 2021 et 3,9 % en 2022 contre une contraction de 2,6% en 2020. La relance attendue en 2021 serait essentiellement tirée par l'Afrique du Sud (2,8%) et le Nigeria (1,5%).

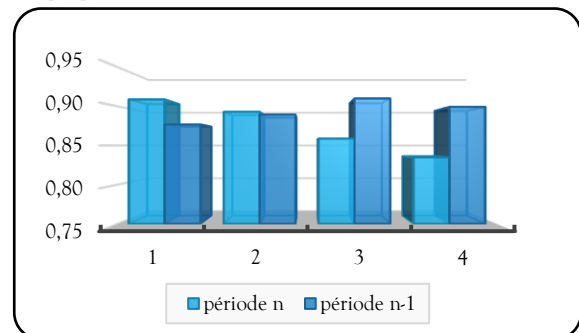
Il est à noter que les perspectives annoncées pour 2021, pourraient être compromises, si les efforts considérables ne sont pas consentis pour contenir de nouvelles pressions épidémiques.

I.2 Cours du dollar US

Dépréciation du dollar US face aux principales devises

Au cours des douze premiers mois de 2020, la monnaie américaine s'est dépréciée respectivement face à la Yen japonais (-2,5%), à l'Euro (-2,2%) et Livre sterling (-1,2%) en glissement annuel. En effet, sur la période, le dollar américain a été négocié en moyenne à 0,773£, 0,874 € et 106,395 ¥.

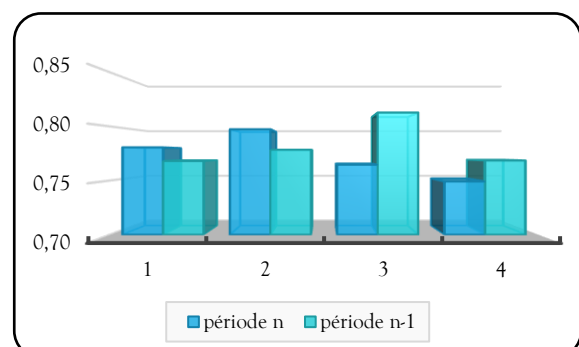
Graphique 1. I.1 : Évolution des cours du dollar USD (en Euro)



Sources : Fxtop.com

Au terme du quatrième trimestre 2020, le dollar américain a été échangé à 1 contre respectivement en moyenne à 0,835 €, 103,948 ¥ et 0,749 £, et, soit des dépréciations respectives de 7,1%, 4,5% et de 2,6% par rapport à la même période de 2019.

Graphique 1. I.2 : Évolution des cours du dollar US (en livre sterling)



Sources : Fxtop.com

Au quatrième trimestre (comparé au troisième trimestre 2020), le dollar affiche également une dépréciation par rapport aux principales devises. La monnaie américaine a enregistré des pertes de valeur de 2,8% face à l'Euro, 2,1% face au yen japonais et de 2,0% face à la livre sterling.

Abaissement de l'inflation dans la plupart des économies du monde

Malgré les pressions inflationnistes liées à l'augmentation des coûts dues aux ruptures d'approvisionnement, l'inflation faiblit dans la plupart des économies en 2020. Le fléchissement de l'inflation résulterait principalement de la diminution de la demande globale et de la baisse des prix du carburant. Cependant, l'inflation devrait augmenter progressivement en 2021, parallèlement à la reprise prévue de l'activité. Les perspectives d'inflation restent tout de même timides, car la demande globale devrait demeurer faible.

Dans les pays avancés, l'inflation en glissement annuel s'est établie à 0,7% en décembre 2020 après 1,4% en 2019. Aux Etats-Unis, l'inflation annuelle est ressortie à 1,4% après 2,3% en 2019. En zone euro, elle est passée de 1,3% en 2019 à -0,3% en 2020. Ailleurs, au Royaume-Uni, l'inflation annuelle s'est établie à 0,8% en décembre 2020, tandis qu'au Japon, elle a baissé de 1,2% après respectivement +1,4% et +0,8% en 2019.

Au sein des pays émergents et en développement, l'inflation moyenne a progressé d'environ 0,5% en 2020 contre 5,1% en 2019. En Chine, la hausse annuelle des prix à la consommation est ressortie à 0,2% à fin décembre 2020 après +4,5% en 2019, tandis qu'au Brésil, elle a atteint 4,5% après 4,3% en 2019.

1.3 Cours des produits de base

Indice des prix des produits non énergétiques en hausse

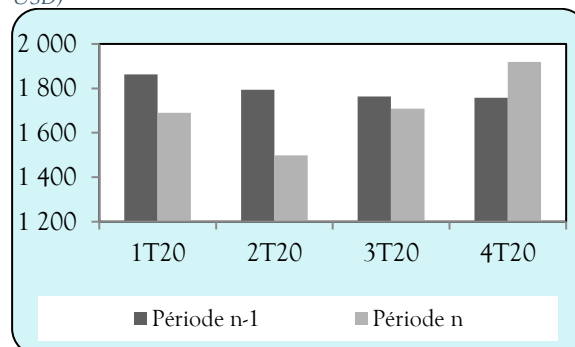
En décembre 2020, les cours des produits de base ont continué leur accroissement, soutenus par un regain d'optimisme et une faiblesse du dollar. Ainsi, en glissement annuel, l'indice des prix des produits non énergétiques, calculé par la Banque mondiale, a augmenté de 16,1%. Une situation tirée par les métaux de base (+7,2%), les produits alimentaires (+2,6%) et les fertilisants (+2,2%).

Sur un an, les cours moyens des produits de base ont augmenté de 27,1% pour l'huile de palme, 20,1% pour le riz (25% brisures) ; 19,1% pour l'or ; 13,7% pour l'aluminium ; 6,8% pour le coton et 5,0% pour le sucre en décembre 2020 contre respectivement 43,9% ; 7,1% ; 24,8% ; -7,8% ; -11,8% et 6,0% en 2019.

En revanche, au même moment, le prix moyens du

cacao a replié de 1,5%.

Graphique 1.13 : Évolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD)



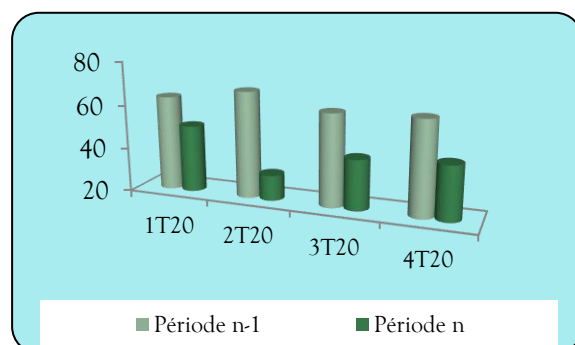
Sources: World bank/commodity; FMI/PEM

De son côté, l'indice des prix des produits énergétiques a reculé de 18,2% soutenu par le recul du prix du pétrole.

Baisse des cours du pétrole Brent au mois de décembre 2020

Dans un contexte de regain de la pandémie de COVID-19 dans la plupart des pays du monde, le cours moyen du baril de Brent a chuté à fin décembre 2020.

Graphique 1.14 : Évolution des prix du baril de pétrole (en USD)



Sources: World bank/commodity; FMI/PEM

En 2020, le cours du Brent s'est situé à 42,3 dollars en moyenne, en baisse de 34% par rapport à 2019. Ils se sont établis à 50 dollars le baril en moyenne en décembre 2020, en baisse de 24,3% en glissement annuel. Cette baisse s'explique par un recul de la demande mondiale sous l'effet de la pandémie du Covid-19.

Toutefois, selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande mondiale de pétrole devrait rebondir de 5,4 millions de baril/jours en 2021 après une chute de 8,8 millions de baril/jours en 2020.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NATIONALES SOUTENUES PAR LES MINES, L'ÉNERGIE ET LA CONSTRUCTION

Activités économiques résilientes malgré la crise sanitaire

Les dynamiques observées au niveau national ont été opérées dans un contexte international fortement perturbé par la crise sanitaire, ayant causé une sévère récession de l'économie mondiale. L'activité économique nationale hors agriculture a bénéficié de la poursuite du dynamisme du secteur minier et de la reprise dans certaines branches des industries manufacturières, des secteurs de l'électricité et du BTP.

En 2020, la croissance du PIB réel est estimée à 5,2% en 2020 contre 5,6% en 2019. En 2021, un léger rebond à 5,5% est attendu.

L'évolution des indicateurs conjoncturels de la Guinée à fin décembre 2020 est globalement appréciable dans plusieurs branches d'activité. En effet, cette situation résulte, d'une part, des mesures prises par le Gouvernement pour atténuer les effets négatifs du choc sanitaire et, d'autre part, de la résilience des secteurs minier, énergétique et construction.

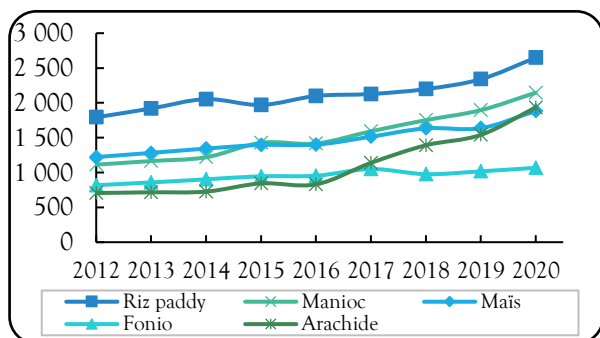
2.1 Secteur Primaire

Activités primaires dynamiques

La progression du secteur primaire est estimée à 5,5% en 2020 contre 3,1% initialement prévu. Cette résilience du secteur s'expliquerait par des effets induits de l'accroissement des capacités de production dans certains secteurs soutenus par la mise œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre le COVID-19 et du Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et Développement Agricole Durable (PASANDAD).

Production vivrière, tendance haussière

Graphique 2.1. 1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes)



Source : MA/ANASA

Selon les estimations de l'Agence Nationale des Statistiques Agricoles (ANASA), la production agricole vivrière enregistrerait des résultats appréciables pour la campagne 2019/2020. Grâce à une augmentation de la superficie totale cultivée de 9,1%, les productions par spéculations augmenteraient de 25,6% pour l'arachide (967 250 tonnes), 15,0% pour le maïs (941 529 tonnes),

13,2% pour le manioc (2,1 millions de tonnes), 13,1% pour le riz (2,6 millions de tonnes) et 5,0% pour le fonio (533 951 tonnes). Ces résultats découlent de la mise à disposition par les autorités des intrants aux paysans et agriculteurs dans le cadre du PASANDAD/PNIASAN et aussi d'une bonne pluviométrie.

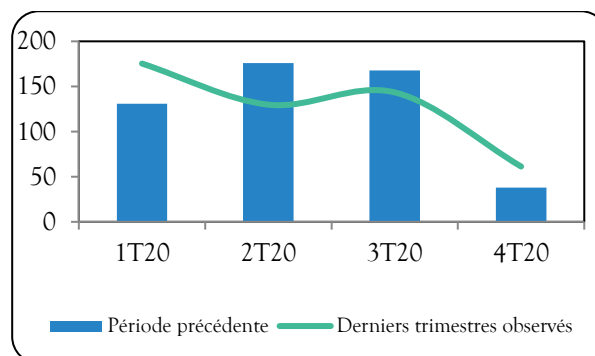
Importations de riz et sucre en forte hausse

Par ailleurs, le volume cumulé des importations des produits agroalimentaires (1,7 millions de tonnes) a augmenté de 32,4% à fin décembre 2020. Il est soutenu principalement par des augmentations de 48,5% des importations du sucre (225 295 tonnes) dont la facture s'élève à GNF 745,90 milliards et celle de 7,5% du riz importé (632 572 tonnes) pour un coût de GNF 1 218,33 milliards.

En évolution trimestrielle, le volume des importations de riz a atteint 183 942 tonnes au quatrième trimestre 2020 contre 113 477 au même trimestre en 2019, soit une augmentation de 62,1% après une baisse de 37,5% en 2019.

Sur la période, le prix moyen du riz local étuvé (GNF 9 904,3/Kg) a augmenté de 6,8% contre une baisse de 1,3% en 2019. Quant au prix du riz importé, en décembre 2020, il est ressorti à 6 489/Kg après 6 242,3/Kg en 2019, soit une légère hausse annuelle de 4,0%.

Graphique 2.1. 2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes)



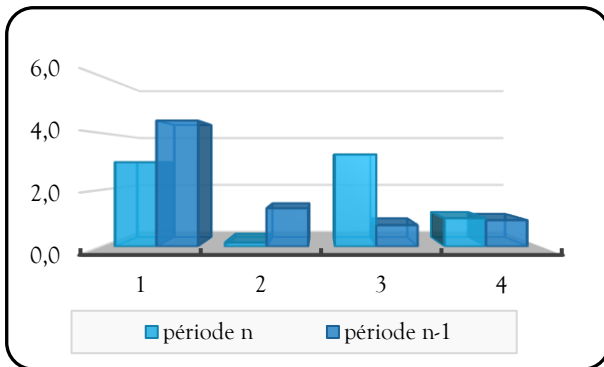
Source : MB/DGD

Fortes relances des exportations des produits agricoles

À fin décembre 2020, le volume total des produits agricoles d'exportations ont atteint 202 665 tonnes contre 59 326 tonnes en 2019. Quant aux volumes cumulés par produits, ils ont été de 36 323 tonnes pour le cacao, 7 370 tonnes pour le café, de 6 222 tonnes pour le coton en 2020.

En rythme annuel, le volume cumulé des exportations de produits agricoles a augmenté de 241,6% à fin décembre 2020 contre une baisse de 30,6% en 2019. Aussi, le cacao et le coton ont enregistré des hausses respectives de 636,7% et 114,6% après respectivement -0,2 et +31,7% au même moment en 2019. En revanche, celui du café a baissé de 1,4% à fin décembre 2020 contre -64,4% en 2019.

Graphique 2.1. 3 : Exportations du café



Source : MB/DGD, MT/PAC

Ralentissement de la production animale

La croissance des activités d'élevage se situerait à 5,5% en 2020 contre une prévision initiale de 5,5%. La poursuite de la lutte contre les épizooties, le renforcement de l'approvisionnement en intrants et équipements zootechniques et la diffusion des géniteurs pourraient expliquer cette tendance. En 2021, la croissance du sous-secteur connaîtrait un léger rebond de 5,8%.

Au niveau des activités de pêche, le taux de croissance serait de 12,4% pour l'année 2020 contre un objectif initial de 2,1%. Ce résultat serait lié à l'augmentation des exploitants de la pêche maritime avancée à travers la délivrance de permis qui est passée de 14 permis en 2019 à 45 en 2020. A cela s'ajoute la poursuite de la réglementation du secteur et la lutte contre les activités illégales de pêche en renforçant le contrôle des bateaux de pêche sur les eaux territoriales guinéennes. Ce taux de croissance pourrait encore ralentir à 5,7% en 2021. Ainsi, le volume d'exportations des produits de la pêche est passé de 12 970 tonnes de décembre 2019 à 53 674 tonnes à fin décembre 2020, soit une hausse annuelle de 313,8% en 2020 contre une forte baisse de 95,8% en 2019.

En ce qui concerne les activités sylvicoles, le taux de croissance se situerait à -1,8% en 2020 après 1,3% en 2019. Il pourrait reprendre à nouveau pour atteindre à 1,8% en 2022. Cette baisse de la croissance du sous-secteur serait principalement due au repli de l'exploitation de bois qui a baissé de 99,3% sur la période. Cette situation résulterait en partie aux difficultés d'acheminement des produits forestiers dans les milieux urbains à cause de la réduction des mouvements de véhicules entre la capitale et l'intérieur du pays à cause de la crise sanitaire.

2.2 Secteur Secondaire

En 2020, le taux de croissance du secteur secondaire atteindrait 12,0% contre une prévision initiale de 2,1%. Cette performance s'expliquerait par un bon exploit du secteur minier, à l'accélération des activités de construction et à l'amélioration de la production d'énergie.

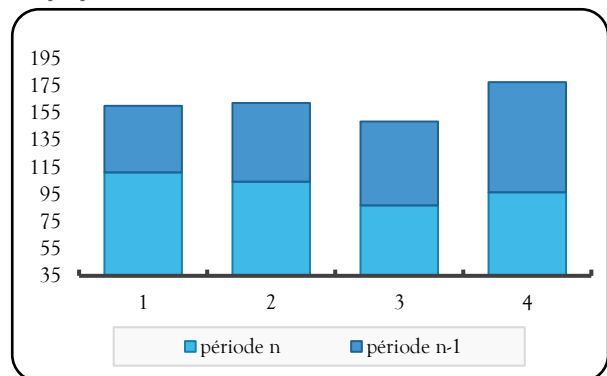
Mines, raffermissement de la production de bauxite

Le secteur des mines, colonne vertébrale de la croissance économique nationale, poursuit sa dynamique positive grâce à une production aurifère et bauxitique, en lien notamment avec l'entrée en production de nouvelles sociétés minières. La croissance des activités extractives est évaluée à 18,4% en 2020 contre une prévision initiale de 2,8%.

Au terme du quatrième trimestre 2020, le volume cumulé de la production de bauxite a atteint 23,8 millions de tonnes contre 18,6 millions il y a un an, soit, une augmentation de 27,6% contre une hausse de 12,1% en 2019.

En ce qui concerne la production de l'alumine, sa production cumulée est passée de 125 700 tonnes en décembre 2019 à 101 000 en décembre 2020, soit une baisse en glissement annuel de 19,6% après une augmentation de 55,6% en 2019.

Graphique 2.2. 1 : Production de la bauxite (en 000 T)



Source : MMG/BSB

En 2020, Le volume cumulé de la production de bauxite a augmenté de 25,1% en atteignant 87,5 millions de tonnes après 70,2 millions en 2019. Celui de l'alumine (438 700 tonnes) a également augmenté de 19,1% contre une baisse de 78,9% il y a un an.

Pierres précieuses, évolution globalement positive

Au quatrième trimestre 2020, le volume cumulé de la production d'or a atteint 743 814 onces contre 255 389 onces en 2019, soit un fort accroissement de 191,2% en glissement annuel. Au même moment, celui de la production de diamant a été de 85 300 carats après 75 600 en 2019, soit une hausse en glissement annuel de 12,7%.

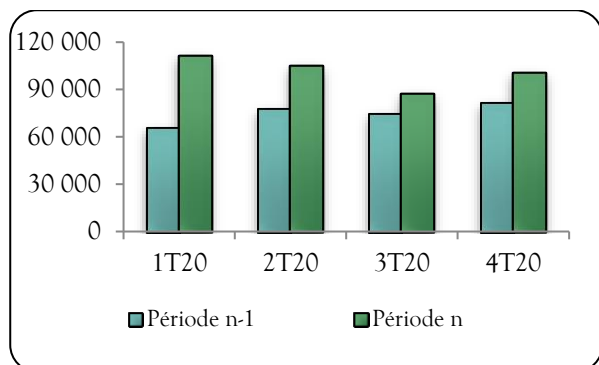
En rythme annuel, le volume cumulé d'or (3,5 millions d'onces) a enregistré une hausse de 242,5% en 2020 contre 11,0% en 2019. En revanche, le volume du diamant (136500 carats) a baissé de 34,5% en 2020 contre -19,6% en 2019.

Consolidation de la production de boissons

L'assouplissement des mesures barrières de la crise sanitaire de COVID-19 grâce aux résultats encourageants de l'endiguement de la pandémie reconforte la solidité de la production des boissons.

En effet, au terme du quatrième trimestre 2020, le volume de la production de boissons sucrées a été de 100 248 hectolitres contre 81 133 hectolitres en 2019, soit une progression de 23,6%. Celui de la bière a été de 65 445 hectolitres après 69 293 hectolitres en 2019, soit une baisse 5,6%.

Graphique 2.2. 2 : Production des boissons sucrées (en hl)



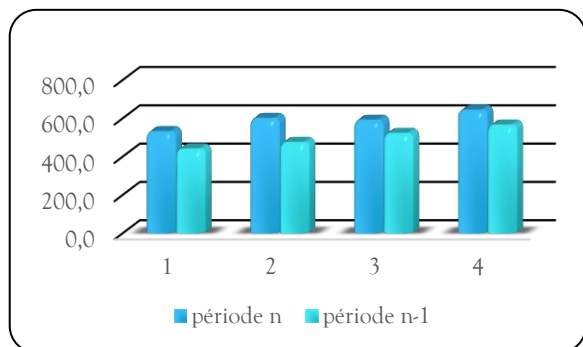
Source : MIPME/BONAGUI, SOBRAGUI, BRAGUINEE

En 2020, les volumes cumulés de production ont crû de 35,2% pour les boissons sucrées (402 680 hectolitres) et 1,9% pour la bière (259 327 hectolitres).

Energie, production d'électricité performante

La production d'électricité maintient son évolution positive au quatrième trimestre 2020. En glissement annuel, elle a enregistré une hausse de 23,6% contre une hausse de 4,1% il y a un an. De même, sur l'année 2020, le volume cumulé de la production électrique a enregistré une hausse de 20,9% contre 4,6% en 2019 en lien avec l'augmentation des capacités de production (centrale thermique de Tannerie, centrale fluviale).

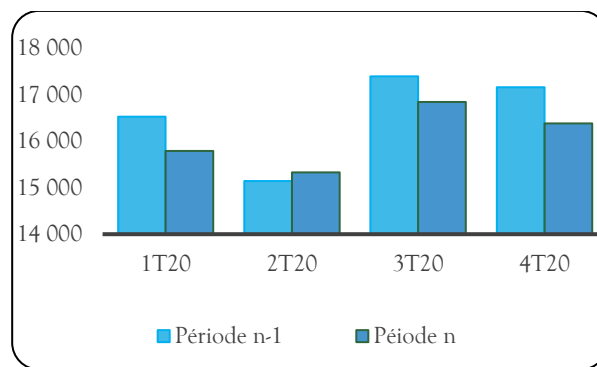
Graphique 2.2. 3 : Production d'électricité (en milliers MWH)



Source : MEH/EDG

En revanche, les volumes de production de l'eau et du gaz ont quant à eux régressé respectivement de 2,8% (64,3 millions de m³) et 0,2% (137,870 m³) à fin décembre 2020 contre -2,2% (66,2 millions de m³) et +0,1% (138 146 m³) un an auparavant.

Graphique 2.2. 4 : Production d'eau potable (en milliers de m3)



Source : MEH/SEG

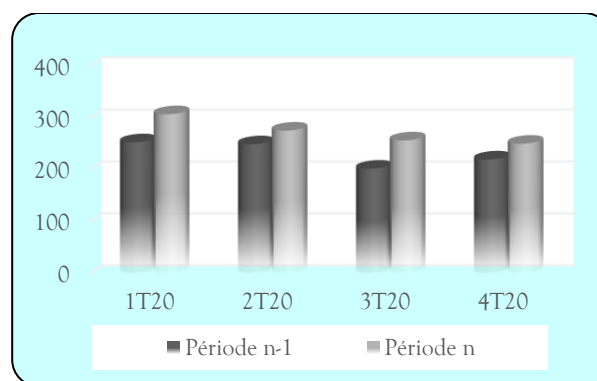
Activités de construction, dynamique positive des indicateurs

En 2020, les principaux indicateurs de ce sous-secteur ont enregistré des tendances positives.

Au terme du quatrième trimestre 2020, la production de ciment a été évaluée à 250 860 tonnes contre 220 600 tonnes à la même période, soit une progression de 13,7%. Celle de la peinture a été de 5 539 tonnes après 4 067 tonnes au quatrième trimestre 2019, soit une hausse de 36,2%.

A fin décembre 2020, les volumes cumulés de la production de ciment et peinture ont atteint respectivement 1,1 million et 20 429 tonnes contre respectivement 926 392 mille tonnes et 16 827 tonnes en 2019, reflétant des progressions respectives de 17,3 et 21,4% à fin décembre 2020 après -4,1 et +10,7% en 2019.

Graphique 2.2. 5 : Production de ciment (en milliers de tonnes)



Source : Lafarge Guinée, G.I CEMENTS, CIMAF, Diamond Cement

2.3 Activités Tertiaires

Evolutions moins favorables

Les évolutions restent moins favorables pour le secteur tertiaire qui enregistrerait un ralentissement de 0,3% en 2020. Cette contreperformance résulterait de la baisse des activités de commerce, de transports et de l'hôtellerie en lien avec la pandémie à coronavirus dont l'impact a été atténué par la bonne dynamique du sous-secteur postes et télécommunications.

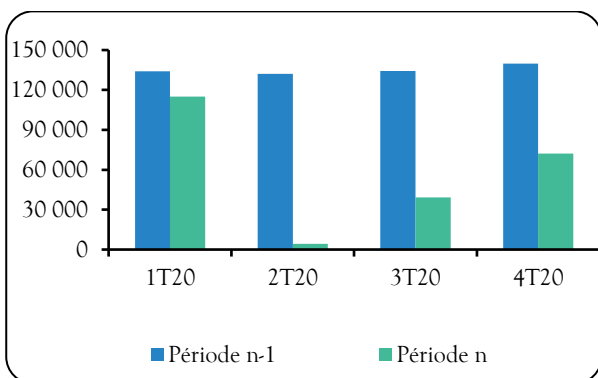
Transport aérien, nombre de passagers toujours en baisse

Le secteur du transport notamment, le sous-secteur transport aérien ne se remet pas encore des effets de la crise sanitaire.

Au quatrième trimestre 2020, le nombre de passagers aériens a été de 72 211 après 139 785 un an auparavant, soit un recul de 48,3%. De même, le nombre de vols (1 289) a baissé de 37,6% contre une légère hausse de 0,3% en 2019.

Le constat est le même pour les immatriculations de véhicules. Le nombre de véhicules immatriculés a été de 10 252 au quatrième trimestre 2020 contre 10 493 à la même période de 2019, soit une baisse de 2,3%.

Graphique 2.3. 1 : Évolution des mouvements d'aéronefs

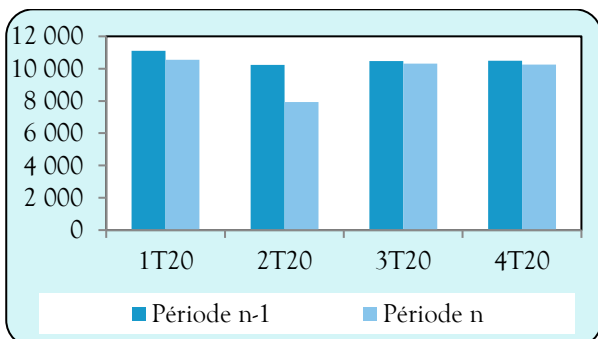


Source : MT/SOGEAC

En 2020, les cumuls des nombres de passagers aériens et de vols enregistrés à l'Aéroport International de Conakry Gbessia ont été respectivement 230 637 et 4 502. Par rapport à 2019, ces nombres ont baissé de 57,3% pour les passagers et de 43,8% pour les vols.

Au niveau du Bureau Régional du Transport Terrestre de Conakry (BRTTC), le cumul du nombre d'immatriculation de véhicules a été de 39 050 à fin décembre 2020, en baisse de 7,6% par rapport à la même période de 2019.

Graphique 2.3. 2 : Évolution de l'immatriculation de véhicules



Source : MT/BRTTC

Évolution positive des postes et télécommunication

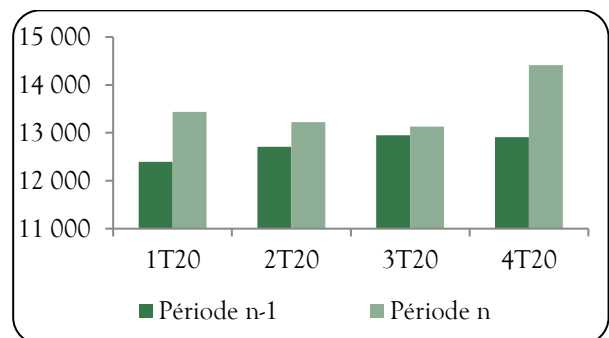
Le recours à la téléphonie et à l'internet pour le travail à distance pendant cette crise sanitaire a permis à ce sous-secteur de maintenir une évolution positive. Son taux de

croissance est estimé à 14,2% en 2020 contre une prévision initiale de 10,6%.

Au terme du quatrième trimestre 2020, le nombre d'abonnés téléphoniques (14,4 millions) a augmenté de (11,6%) en glissement annuel. Parallèlement, le nombre d'utilisateurs d'internet (6,1 millions) a également augmenté de 26,5%.

Sur la période, les trafics (sms et voix) ont augmenté respectivement de 30,4 et 18,8% au quatrième trimestre 2020. En un an, les nombres d'appels et de SMS sont passés de 3,1 millions et 990 000 minutes au quatrième trimestre 2019 à 3,7 et 1,3 millions de minutes au quatrième trimestre 2020.

Graphique 2.3. 3 : Évolution du nombre d'abonnés (milliers)



Source : MPT/ARPT

Création d'entreprises en hausse

En 2020, le nombre d'entreprises créées a été de 10 975 contre 10 529 un an plutôt, soit une augmentation de 4,2%. Une situation qui confirme une reprise des activités après un ralentissement lié à la crise sanitaire.

Par Région administrative, Mamou (255 entreprises), Kindia (951), Kankan (639), Boké (402), et Faranah (73) ont enregistré des progressions positives respectivement de 174,2 ; 25,6 ; 23,1 ; 12,6 ; et 4,3%. En revanche, pour Nzérékoré (173) et Labé (190) le nombre de création a reculé respectivement de 16,8 et 4,5% à fin décembre 2020. A Conakry (8 284) également la création d'entreprise a reculé de 0,5%.

Administration Publique, évolution modérée des effectifs

A fin décembre 2020, les effectifs civils payés par la fonction publique ont été en moyenne de 112 540 fonctionnaires contre 109 639 un an plus tôt, soit une augmentation de 2,6%. Parallèlement, la masse salariale (GNF 3 221,187 milliards) a enregistré une augmentation de 8,2% en glissement annuel. Une hausse imputable en partie au paiement des primes de motivations en faveur du corps enseignant et du personnel de santé.

2.4 Secteur Extérieur

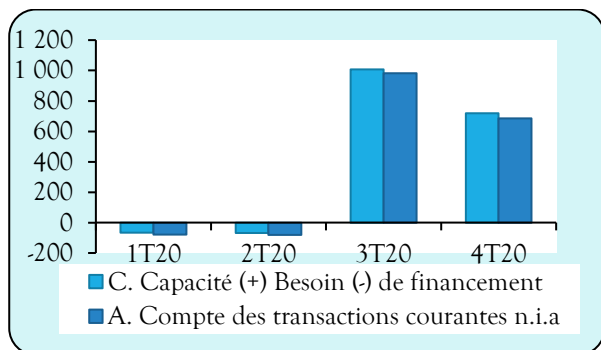
Excédent du compte courant

Selon les données provisoires de la BCRG, la balance des paiements dégage au quatrième trimestre 2020, une capacité de financement de USD 718 millions contre un besoin de financement de USD 102,9 millions un an plutôt. Ce résultat est porté partie par une amélioration du solde des transactions courantes qui a enregistré un excédent de USD 685 millions sur la période après une contreperformance de USD 111 millions au quatrième trimestre 2019.

Au terme du quatrième trimestre 2020, le compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de USD 684,7 millions contre un déficit de USD 110,9 millions à la même période de 2019. Un excédent qui résulte de la bonne performance de la balance commerciale, qui s'est soldée par un excédent de USD 1 337,9 millions.

Au cours de cette période sous revue, il y a eu, une reconstitution des avoirs de réserve de USD 100,6 millions, des tirages sur nouveaux emprunts de USD 121,3 millions et un rééchelonnement de dettes existantes de USD 13,5 millions.

Graphique 2.4.1 : Evolution de la balance des paiements en mds USD



Source : BCRG

Le taux de couverture des exportations de biens par les importations de biens est passé de 70,7% au quatrième trimestre 2019 à 119,4% au quatrième trimestre 2020. Sur la même période, le taux d'ouverture de l'économie nationale est, quant à lui, passé de 30,8% à 55,2%.

2.5 Finances Publiques

Dans un contexte marqué par la persistance de la crise sanitaire Covid-19 et son impact négatif sur l'activité économique, la situation des finances publiques à fin décembre 2020 fait ressortir un accroissement des charges budgétaires plus important que celui des ressources.

Légère hausse des ressources budgétaires

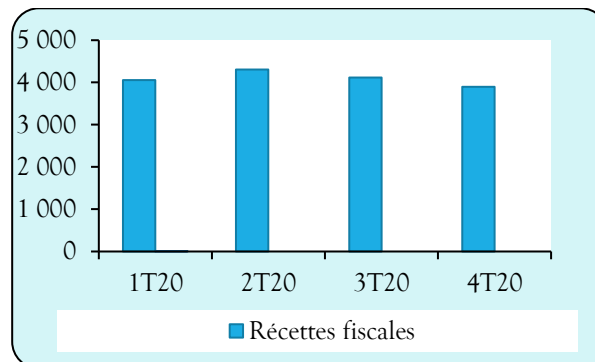
À fin décembre 2020, les ressources mobilisées (GNF 18 817,5 milliards) sont constituées de recettes courantes (GNF 17 320,7 milliards) et des dons (GNF 1 496,8 milliards).

Par rapport à l'année 2019, les recettes ont augmenté de 5,1%, imputable à une augmentation des recettes fiscales de 4,5%.

En effet, les recettes fiscales ont atteint GNF 16 587,3 milliards en 2020 contre GNF 15 868,66 milliards en 2019, en ligne avec des accroissements de 10% des impôts et taxes sur les revenus et bénéfices et de 4,7% des taxes sur biens et services (dont +21,8% pour des taxes sur biens et services non miniers). En revanche, les impôts sur le patrimoine et sur le commerce extérieur ont reculé respectivement de 52 et 1,1%.

Par ailleurs, les dons ont également enregistré un accroissement de 149,4% imputable à une forte hausse des appuis budgétaires (+358,6).

Graphique 2.5. 1 : Évolution des recettes fiscales, en Mds GNF



Source : MB/DNB

Quant aux recettes non fiscales, elles sont passées de GNF 1 437,2 milliards à GNF 733,4 milliards entre décembre 2019 et décembre 2020, soit une baisse 49%.

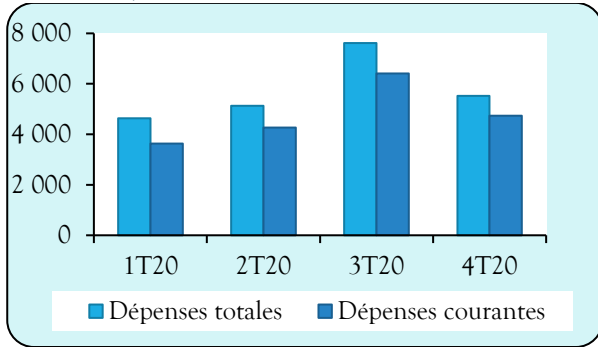
Par rapport aux objectifs de la LFI et de la LFR, les ressources mobilisées ont été quasi-insuffisantes. Elles se sont situées respectivement à 86,7% et 88,1% des prévisions.

La faible mobilisation des recettes intérieures par rapport aux prévisions au cours des douze premiers mois de 2020, dérive d'une part des mesures restrictives de déplacement des personnes mises en place par les autorités à cause de la crise sanitaire de Covid-19, réduisant ainsi la production des entreprises, et d'autre part de la suspension du recouvrement de certaines recettes fiscales et de la gratuité de plusieurs services publics, notamment le transport urbain, les factures d'électricité et d'eau sur la période.

Recrudescence des dépenses publiques

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de GNF 22 915,7 milliards à fin décembre 2020 après un montant de GNF 18 497,2 milliards un an plutôt, soit une augmentation de 23,9%. Cet accroissement découlerait de la progression des dépenses courantes qui se sont situées à GNF 19 040,8 milliards, soit une progression de 37,7%, soutenue par les dépenses de subventions et les traitements et salaires.

Graphique 2.5. 2 : Évolution des dépenses totales & courantes (en milliards GNF)



Source : MB/DNB

En effet, à fin décembre 2020, les subventions et transferts (GNF 6 601,6 milliards) et le traitement et salaire (GNF 6 203,8 milliards) ont progressé respectivement de 44,5% et 40,0% contre respectivement 45,4% et 9,9% en 2019.

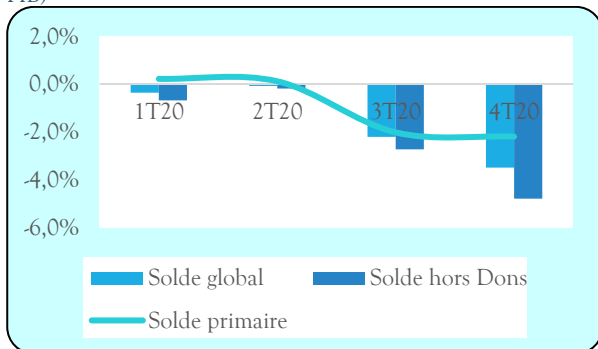
En revanche, les dépenses en capital ont replié de 17,3% passant de GNF 4 544,3 milliards à GNF 3 758,6 milliards entre décembre 2019 et décembre 2020. Ce repli est essentiellement tiré par une réduction de 38,7% des investissements sur fonds propres. Cette situation intervient dans un contexte de ralentissement des grands travaux d'infrastructure dû au Covid-19.

Soldes budgétaires, déficits persistants

Les soldes budgétaires hors et dons compris ont été déficitaires respectivement de GNF 5 595,03 et 4 098,22 milliards. Le solde primaire a été également déficitaire de GNF 2 518,02 milliards.

Par rapport au PIB, ces différents soldes ont été respectivement de -4,8 ; -3,5 et -2,2% en décembre 2020 contre -1,1 ; -0,6 et +1,1% il y a un an.

Graphique 2.5. 3 : Solde budgétaires primaire, avec et hors dons (% PIB)

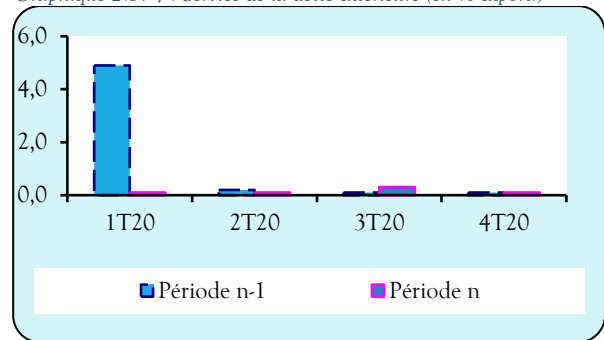


Source : MB/DNB

Règlement du service de la dette, en hausse

À fin décembre 2020, le niveau du règlement du service de la dette extérieure a été de GNF 643,56 milliards avec une report de GNF 353,15 milliards. Ce report résulte de l'Initiative du G20 dans le cadre de l'atténuation des effets socio-économiques de la pandémie de la Covid-19. En 2020, le service de la dette extérieure représente 0,1% des exportations totales.

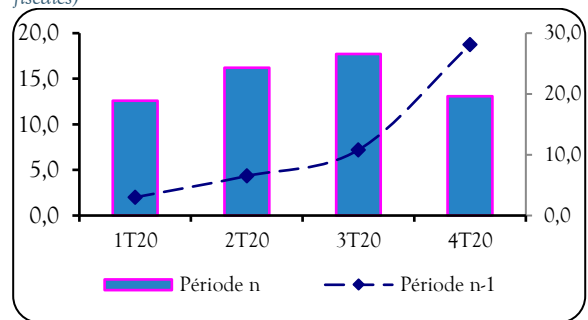
Graphique 2.5. 4 : Service de la dette extérieure (en % export.)



Source : MB/DNB

Sur la période, celui de la dette intérieure a été de GNF 2 705,93 milliards. Il représente 13,1% des recettes fiscales à fin décembre 2020.

Graphique 2.5. 5 : Service de la dette intérieure (en % Recettes fiscales)



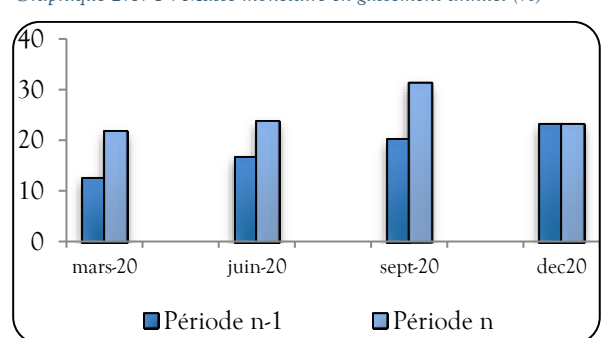
Source : MB/DNB

2.6 Monnaie & Crédit

Politique monétaire inchangée

Dans un contexte marqué par la persistance de Covid-19, la politique monétaire poursuivie par la BCRG reste dirigée vers la préservation d'une inflation modérée tout en assurant la fourniture d'un niveau de liquidité appropriée au secteur bancaire. Le taux directeur a été maintenu à 11,5% et les réserves obligatoires ont été baissés d'un point pour se situer à 15,0%.

Graphique 2.6. 1 : Masse monétaire en glissement annuel (%)



Source : BCRG/DGES

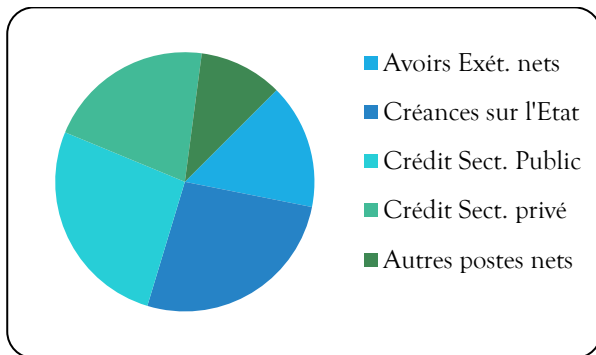
Principaux agrégats monétaires orientés vers la hausse

A fin décembre 2020, la situation monétaire de la Guinée a été caractérisée par un accroissement modéré de la masse monétaire et ses contreparties.

La masse monétaire (GNF 37 420,34 milliards) a augmenté en glissement annuel de 23%, en lien avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets et intérieurs nets. Les actifs extérieurs nets (32,6% de M2) ont crû de 21% en décembre 2020 après 44,2% à la même période 2019. Egalement, les avoirs intérieurs nets (67,4% de M2) ont augmenté de 21% contre 15% un an auparavant. Sur un an, la liquidité globale de l'économie a augmenté de 32,4%.

Cette expansion de la liquidité est mise en évidence par l'évolution de la circulation fiduciaire. Elle est passée de GNF 8 816,44 milliards en décembre 2019 à GNF 11 541,16 milliards en 2020, soit un accroissement de 30,9%. Aussi, les dépôts à vues ont augmenté de 13,6% par rapport à décembre 2019. Ils ont atteint GNF 14 712,6 milliards en décembre 2020 contre GNF 12 953,4 milliards il y a un an.

Graphique 2.6. 2 : Contreparties de la Masse



Source : BCRG/DGES

En décembre 2020, le crédit intérieur net a augmenté de 23,3% contre 17,2% en 2019. Sur la période, les créances sur l'administration centrale (53,9% de M2) ont augmenté de 35,9% contre une progression de 7,9% pour le secteur privé (34,8% de M2).

Le taux d'intérêt sur les emprunts de l'État à 91 jours de maturités est resté inchangé à 8,8.

2.7 Inflation

Une inflation toujours à deux chiffres

En décembre 2020, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 10,6% en glissement annuel contre 9,1% en 2019. Cette hausse des prix à la consommation est portée principalement par les fonctions transports et produits alimentaires.

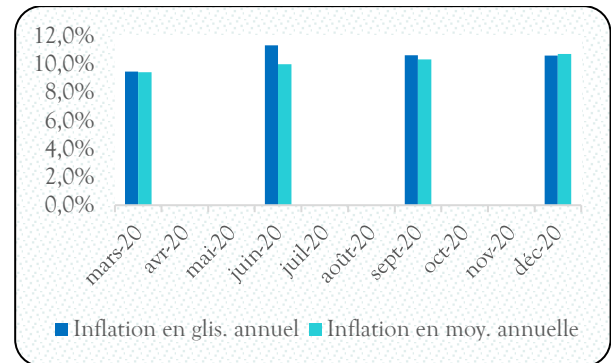
Au cours de la période sous-revue, la fonction transport a enregistré une augmentation de 25,4% contre 0,8% un an plus tôt. Quant à la fonction des produits alimentaires, elle a progressé de 12,2% contre 11,6% il y a un an.

En moyenne annuelle, le niveau général des prix a également crû de 10,7% en décembre 2020 contre 9,5% un an auparavant.

Pour ce qui est de l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais), elle est passée de 4,0% en décembre 2019 à 10,1% à décembre 2020. Cette situation résulte

en partie des tensions engendrées par le Covid-19. Toutefois, Les tensions inflationnistes pourraient contenues à un chiffre en 2021.

Graphique 2.7. 1 : IHPC - Évolution de l'inflation (en %)

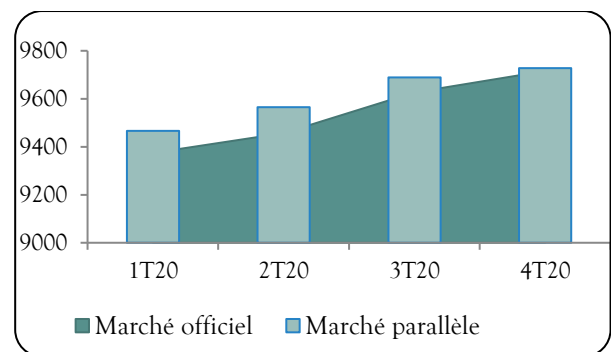


Source : MPC/INS

Taux de change, dépréciation du GNF

En décembre 2020, sur le marché de change, le franc guinéen a été échangé en moyenne à GNF 9 936 contre un dollar américain et GNF 12 065 contre un Euro, soit respectivement une dépréciation nominale de 5,9% et de 15,9% face au dollar américain et à l'Euro.

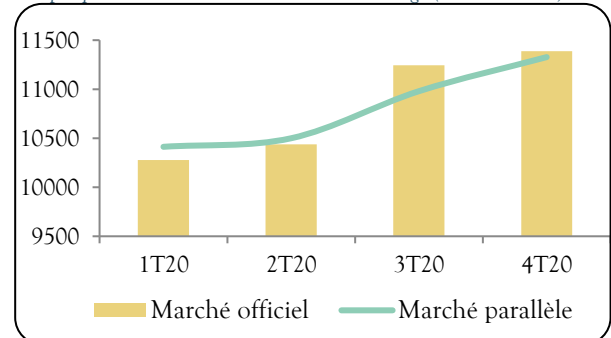
Graphique 2.8. 1 : Évolution du taux de change (1 USD = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Quant à la prime de change entre le marché officiel et parallèle, elle a été de -0,6% face au dollar américain et -0,7% face à l'Euro après respectivement 1,2% et 1,3% en décembre 2019.

Graphique 2.8. 2 : Évolution du taux de change (1 € = n GNF)



Source : BCRG/DGE

Indicateurs de performance de la gestion macroéconomique

Au terme du quatrième trimestre 2020, les résultats budgétaires suivants ont été obtenus :

- i. Les recettes hors secteur minier ont atteint 14,3% du PIB ;
- ii. Les dépenses courantes hors paiements d'intérêts ont été de 15,6% du PIB ; et
- iii. L'exécution de la masse salariale de l'Etat a atteint 5,4% du PIB.

Au 31 décembre 2020, en référence aux critères de performance programmés de la nouvelle FEC, les réalisations ont été les suivantes :

- a) Le solde primaire déficitaire de 2,2% du PIB ;
- b) La base monétaire a enregistré une hausse de 19,0% en glissement annuel ;
- c) Les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale de la République de Guinée sont ressortis à USD 25 230,5 millions (21,1% PIB); et
- d) Enfin, les réserves internationales nettes ont été de USD 808,28 millions, soit 0,7% du PIB.

2.8 Critères de convergences de la CEDEAO

Concernant le respect des critères de convergence de la CEDEAO, la Guinée a rempli trois (3) critères sur six à fin décembre 2020, à savoir :

- Le critère relatif aux Réserves extérieures brute en mois d'importation ($4,2 > 3$ mois) ;
- Le Ratio encours de la dette publique / PIB ($42,9\% < 70\%$) ;
- La Stabilité du taux de change nominal ($-10\% \leq -9,6\% \leq +10\%$).

Les critères non satisfaits sont :

- Le Déficit budgétaire global en %PIB, ($3,5\% > 3\%$) ;
- Le critère relatif au financement du déficit budgétaire par la Banque n'a pas été respecté en raison de la détérioration de la position du Trésor public qui fait face à d'importantes charges de financement, exacerbées par la crise sanitaire ; et
- Le critère relatif à l'inflation en moyenne annuelle, depuis 2019 ce critère ($10,3\% > 5\%$) n'est pas respecté ;

2.9 PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES POUR 2021

L'exécution budgétaire pour 2021 se déroulerait dans un contexte empreint de l'impact de la pandémie à coronavirus. Toutefois, en lien avec engagements financier, l'exécution du budget 2021 de l'Etat vise à préserver la stabilité macroéconomique et à mettre en œuvre une stratégie de soutien à la reprise post covid-19.

a) Progression des recettes

Les recettes budgétaires totales devraient être de GNF 23 396,8 milliards en 2021 contre 21 706,2 milliards dans la LFI 2020, soit une progression de 7,8%. L'augmentation des recettes en 2021 serait imputable à la hausse des recettes fiscales, notamment du sous-secteur non minier.

Les recettes fiscales (90% des Recettes totales) devraient croître de 23,2% par rapport à la LFR et de 9,8% à la LFI de 2020.

Par types, les impôts sur le commerce et les transactions internationales croîtraient de 25% par rapport à la LFI de 2020. Les impôts sur les salaires et la main d'œuvre enregistreraient une hausse de 18%, les impôts sur les biens et services (+14,4%) et les impôts sur le patrimoine

(+7,6%). En revanche, les impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital reculeraient de 9,5%.

Les autres recettes fiscales progresseraient également de 31,3% par rapport à la LFI et de 12% à la LFR 2020.

Quant aux Dons, ils devraient enregistrer une hausse de 20,4% par rapport à la LFI 2020. Cependant, par rapport à la LFR 2020, ils enregistreraient une baisse de 43,6%.

b) Dépenses totales, en hausse

Les dépenses devraient augmenter, essentiellement en raison du coût du plan de riposte Covid-19 et des dépenses de transferts. Les dépenses nettes du cadrage budgétaire Covid-19, se situeraient à 27 627,7 milliards de GNF, soit 16,5% du PIB contre une prévision initiale de 26 731,2 milliards. Toutefois, les dépenses d'investissement public devraient se contracter pour se situer à 5% du PIB contre 14,8% par rapport à la LFR 2020 et serait axé sur le réseau routier et les réseaux de transport et de distribution. Il en résulterait, un déficit budgétaire qui s'établirait à 4 228 milliards de GNF, représentant 3,3% du PIB contre 4,6% du PIB dans la LFR 2020.

2.10 MESURES DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Principales recommandations :

1. Accélérer les réformes institutionnelles engagées au niveau de la Direction Nationale des Impôts pour booster les capacités de cette institution dans la mobilisation des recettes fiscales ;
2. Améliorer le recouvrement des recettes non fiscales en mettant l'accent sur le respect scrupuleux de la réglementation comptable et du principe de l'unicité des comptes du Trésor.
3. Mettre en œuvre les recommandations issus du rapport d'évaluation des dépenses fiscales ;
4. Renforcer la maîtrise des dépenses de fonctionnement pour compenser la baisse de recettes liées à la pandémie du Covid19 et dégager plus de ressources pour le financement des plans d'investissement ;
5. Renforcer l'efficacité et l'efficience des investissements publics afin de réduire le gaspillage à travers le financement des mêmes infrastructures plusieurs années de suite ; et
6. Mettre en place des mécanismes adéquats en vue de la maîtrise des subventions et transferts.

ANNEXES

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Tableau 1. 1 : Taux de change de l'Euro

Trimestre/Année	\$/€	\$/£	\$/YPY
-----------------	------	------	--------

2018			
3T18	0,838	0,74	109,637
Moy. 1T18-3T18	0,826	0,729	108,887
4T18	0,847	0,75	110,436
Moy. 2ème Semestre 2018	0,842	0,745	110,037
Moy. Annuelle 2018	0,831	0,734	109,274

2019			
1T19	0,877	0,768	110,159
2T19	0,883	0,773	110,02
Moy. 1er Semestre 2019	0,88	0,771	110,089
3T19	0,892	0,786	109,172
Moy. 1T19-3T19	0,884	0,776	109,783
4T19	0,894	0,782	109,083
Moy. 2ème Semestre 2019	0,893	0,784	109,127
Moy. Annuelle 2019	0,886	0,777	109,608

2020			
1T20	0,909	0,781	108,825
2T20	0,893	0,797	106,643
Moy. 1er Semestre 2020	0,901	0,789	107,734
3T20	0,855	0,774	106,123
Moy. 1T20-3T20	0,887	0,781	107,212
4T20	0,835	0,749	103,948
Moy. 2ème Semestre 2020	0,847	0,757	105,057
Moy. Annuelle 2020	0,874	0,773	106,395

Tableau 1. 2 : Coût des matières premières

Trimestre/Année	Alu (\$/t)	Or (\$/once)	Café (\$/t)	Pétrole (\$/bri)
-----------------	------------	--------------	-------------	------------------

2018				
3T18	2 156,99	1 282,70	2 917,67	72,31
Moy. 1T18-3T18	2 173,12	1 309,78	2 974,28	69,99
4T18	2 108,48	1 269,23	2 925,97	71,07
Moy. 2ème Semestre 2018	2 132,73	1 275,96	2 921,82	71,69
Moy. Annuelle 2018	2 156,96	1 299,64	2 962,20	70,26

2019				
1T19	1 862,64	1 304,24	2 798,40	63,27
2T19	1 828,43	1 306,90	2 763,90	65,81
Moy. 1er Semestre 2019	1 845,53	1 305,57	2 781,15	64,54
3T19	1 806,86	1 362,81	2 799,38	64,49
Moy. 1T19-3T19	1 832,64	1 324,65	2 787,22	64,52
4T19	1 794,49	1 399,29	2 879,73	64,03
Moy. 2ème Semestre 2019	1 800,67	1 381,05	2 839,55	64,26
Moy. Annuelle 2019	1 823,10	1 343,31	2 810,35	64,4

2020				
1T20	1 690,69	1 583,23	3 128,65	50,53
2T20	1 498,29	1 710,43	3 276,65	31,43
Moy. 1er Semestre 2020	1 594,49	1 646,83	3 202,65	40,98
3T20	1 708,28	1 912,35	3 502,33	42,72
Moy. 1T20-3T20	1 632,4	1 735,34	3 302,15	51,56
4T20	1 918,7	1 875	3 376,96	44,52
Moy. 2ème Semestre 2020	1 813,5	1 893,68	3 439,65	43,62
Moy. Annuelle 2020	1 704	1 770,25	3 320,86	42,3

Sources : BCRG, Marchés Tropicaux et Méditerranéens, fxtop.com, world bank/commodityprices.

II. PLAN NATIONAL

1. Secteur réel :

Tableau 2.1. 1 : Évolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Cultures	Variables	Campagnes			Taux d'accroissement (%)	
		2017/2018	2018/2019	2019/2020	2018/2019 ^e	2019/2020 ^p
Riz	Superficie (ha)	1 805 878	1 859 767	1 961 565	2,98	5,47
	Rendement (t/ha)	1,22	1,26	1,35	3,37	7,31
	Production en paddy (t)	2 197 907	2 339 747	2 648 113	6,45	13,18
Maïs	Superficie (ha)	605 397	611 474	648 883	1	6,12
	Rendement (t/ha)	1,35	1,34	1,45	-0,84	8,39
	Production en paddy (t)	817 286	818 544	941 529	0,15	15,02
Fonio	Superficie (ha)	610 387	614 538	643 315	0,68	4,68
	Rendement (t/ha)	0,8	0,83	0,83	3,44	0,3
	Production en paddy (t)	488 309	508 525	533 951	4,14	5
Arachide	Superficie (ha)	732 234	785 737	921 191	7,31	17,24
	Rendement (t/ha)	0,95	0,98	1,05	3,17	7,13
	Production en coques sèches (tonnes)	695 622	770 105	967 250	10,71	25,6
Manioc	Superficie (ha)	218 965	237 183	258 492	8,32	8,98
	Rendement (t/ha)	8	7,99	8,3	-0,11	3,88
	Production en frais (tonnes)	1 751 719	1 895 396	2 145 742	8,2	13,21
Total	Superficie (ha)	3 972 861	4 108 699	4 433 446	3,42	7,9
	Rendement (t/ha)	1,5	1,54	1,63	2,89	5,91
	Production en (tonnes)	5 950 843	6 332 317	7 236 585	6,41	14,28

Source : Agence National des Statistiques Agricoles (ANASA), € = estimation et (p)= projection

Tableau 2.1. 2 : Évolution de la production animale (en milliers de têtes)

Produits	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^e	2019 ^p
Bovins	6 074	6 407	6 759	7 129	7 451	7 860	6 074	6 407
Ovins	2 083	2 222	2 370	2 370	2 725	2 725	2 083	2 222
Caprins	2 504	2 672	2 851	3 043	3 264	3 483	2 504	2 672
Porcin	115	121	130	140	140	150	115	121

Source : Direction Nationale de l'Élevage, Service des statistiques, p= estimation et p= projection

Tableau 2.1. 3 : Évolution de la production minière

Trimestre/Année	Bauxite	Alumine	Or	Diamant
	(en milliers de tonnes)		(en milliers d'onces)	(en milliers de carats)
2019				
3T19	112 776,22	468,22	1 559,63	273,57
Cumul 1T19-3T19	70 173,33	317,67	1 037,53	208,55
4T19	121 699,05	556,03	1 819,66	341,49
Cumul 2ème Semestre 2019	182 949,55	785,89	2 597,15	482,12
2020				
1T20	21 643,77	111,9	273,86	18 155,80
2T20	23 629,84	121,75	1 069,23	23 262,32
Cumul 1er Semestre 2020	45 273,60	233,65	1 343,09	41 418,12
3T20	18 828,24	104,05	1 125,64	18 139,25
1T20-3T20	64 101,84	337,70	312,18	51,32
4T20	23 664,36	101,0	743,81	85,23
Cumul. 2ème Semestre 2020	42 492,60	205,05	2 210,34	96,58
Cumul. Annuelle 2020	87 766,20	438,70	3 553,43	136,55

Sources : Ministère de la pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie Maritime, MMG/DGEP et BCRG

Tableau 2.1. 4 : Évolution de la production alimentaire et exportations du poisson de la pêche industrielle

Trimestre/Année	Bière	Boissons Sucrées	Huile de palme	Farine	Poisson
	(en milliers d'hectolitres)		(en milliers de tonnes)		
2019					
3T19	364,32	318,66	0,08	0	21,12
Cumul 1T19-3T19	254,37	223,42	0,03	0,02	12,97
4T19	439,45	385,98	0,06	0,02	22,07
Cumul 2ème Semestre 2019	618,69	542,07	0,12	0,02	34,09
2020					
1T20	63,35	111,12	0	0	0,01
2T20	64,93	104,34	0	0	0
Cumul 1er Semestre 2020	128,29	215,46	0	0	0,01
3T20	65,59	86,97	4,98	0	0,01
4T20	65,44	100,25	0	16,36	36,88
Cumul. 2ème Semestre 2020	131,0	187,22	0	16,58	46,04
Cumul. Annuelle 2020	259,33	402,680	0	16,62	53,67

Sources : GMC, Moulins d'Afrique, Moulins de Taïba, BONAGUI, SOBRAGUI et SOGUIPAH

Tableau 2.1. 5 : Évolution de la production énergétique

Trimestre/Année	Électricité (Mwh)	GAZ (m ³)				Eau (m ³)
		Oxygène	Acétylène	Azote	Total	
2019						
3T19	2 790 653	166,9	42,46	3,37	212,73	97 256 638
Cumul 1T19-3T19	2 001 083	110,83	27,32	2,42	140,57	66 222 470
4T19	3 437 049	193,93	47,94	4,18	246,06	115 284 598
Cumul 2ème Semestre 2019	4 791 736	277,73	69,78	5,79	353,29	163 479 108
2020						
1T20	530 845	28,18	6,57	0,64	35,39	15 789 792
2T20	599 788	27,73	6,55	0,65	34,93	15 329 604
Cumul 1er Semestre 2020	1 130 633	55,9	13,12	1,29	70,31	31 119 396
3T20	573 415	27,8	6,58	0,64	35,03	16 595 943
4T20	698 668	27,86	6,60	0,65	35,11	16 383 470
Cumul. 2ème Semestre 2020	1 288 835	55,66	13,18	1,29	70,13	33 225 763
Cumul. Annuelle 2020	2 419 468	111,57	26,30	2,58	140,45	64 345 159

Sources : EDG, SEG et (SOGEDI, EDIGAZ, SOPROX, EUROGUIGAZ)

Tableau 2.1. 6 : Évolution de la production de ciment et peinture

Trimestre/Année	Ciment (en milliers de tonnes)	Peinture		
		Fom	Huile	Total
		(en milliers de tonnes)		
2019				
3T19	1 144,52	164 329,95	154 329,07	318 659,02
Cumul 1T19-3T19	750,16	112 364,74	111 050,61	223 415,35
4T19	1 312,66	195 132,07	190 845,18	385 977,25
Cumul 2ème Semestre 2019	1 894,69	276 694,70	265 379,68	542 074,37
Cumul Annuelle 2019	387,6	54 457,55	52 563,50	107 021,05
2020				
1T20	298,98	66 419,18	44 704,72	111 123,90
2T20	276,13	58 038,14	46 300,35	104 338,49
Cumul 1er Semestre 2020	575,1	124 457,32	91 005,07	215 462,39
3T20	249,84	3 724,99	1 091,15	86 877,53
1T20-3T20	824,94	11 767,87	3 122,27	15 715,
4T20	261,73	4 467,97	1 071,14	5 539,11
cumul. 2ème Semestre 2020	511,56	8 192,96	2 162,29	10 355,25
cumul. Annuelle 2020	1086,67	16 235,84	4 193,41	20 429,25

Sources : TOPAZ, Ciments de Guinée, Guinéenne Industrie, CIMAF, SONOCO, Diamond Ciment

Tableau 2.1. 7 : Évolution de la balance des paiements estimée en millions USD

Libellé poste	Evolution trimestrielle 2019	Année 2019	Evolution trimestrielle 2020				Année 2020
			1T	2T	3T	4T	
	4T						
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-110,93	-314,57	-78,74	2 043,06	1 920,12	684,70	4 569,15
1. Balance commerciale	52,91	475,36	159,92	2 247,46	2 076,34	1 337,91	5 821,64
Crédit	947,25	3 945,36	1 106,11	2 535,61	3 032,06	2 243,55	8 917,34
Exportations f.a.b.	631,85	2 752,13	750,95	1 028,20	704,88	1 081,23	3 565,27
Or non monétaire	315,40	1 193,48	355,16	1 507,41	2 327,18	1 162,32	5 352,07
Débit	894,34	3 470,00	946,19	288,15	955,72	905,64	3 095,70
Importations f.a.b.	894,34	3 470,00	946,19	288,15	955,72	905,64	3 095,70
2. Balance des services	-180,65	-754,70	-167,49	-251,85	-138,70	-703,24	-1 261,28
3. Revenus primaires	-9,57	-114,09	-96,31	-12,10	-22,10	-14,17	-144,69
4. Revenus secondaires	26,38	78,86	25,14	59,56	4,58	64,20	153,48
B. Compte de capital n.i.a	8,04	40,69	12,01	37,62	64,17	33,33	147,12
C. Capacité (+) Besoin (-) de financement	-102,89	-273,88	-66,73	2 080,69	1 984,28	718,03	4 716,27
D. Compte financier n.i.a	-439,24	-997,56	-47,35	1 660,34	1 879,79	432,32	3 925,11
1. Investissement direct n.i.a	-9,78	-43,37	-81,97	-19,95	-7,14	-62,19	-171,25
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-1,08	-5,54	3,45	-2,49	2,75	8,30	12,00
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	-428,39	-948,65	31,17	1 682,79	1 884,18	486,22	4 084,36
E. Erreurs et omissions nettes	0,16	1,26	-0,62	0,16	2,39	-0,69	1,24
F. Financement	336,51	724,94	-20,00	420,50	106,89	285,02	792,41
Avoirs de réserve	152,83	282,70	-97,83	183,19	-60,42	100,63	125,58
Crédits et prêts du FMI	8,83	31,72	-7,32	-2,74	10,28	63,14	63,36
Financement exceptionnel	174,85	410,52	85,15	240,05	157,02	121,25	603,47

Sources : Eurotrace / INS, Sydonia ++ / DGD/BCRG, BdP

Tableau 2.1. 8 : Évolution des activités portuaires et aéroportuaires

Trimestre/Année	Mouvements Aéronefs	Passagers Aériens	Débarquement (000 T)		Véhicules Immatriculés
			Ciments	Riz	
2018					
3T18	5 918	373 862	14,82	653,72	31 827
Cumul 1T18-3T18	11 875	728 711	29,64	1 296,92	64 365
4T18	7 970	511 661	14,98	835,31	42 032
Cumul 2ème Semestre 2018	13 888	885 523	29,80	1 489,03	73 859
Cumul Annuelle 2018	19 845	1 240 372	44,61	2 132,23	106 397
2019					
1T19	3 956	265 923	5,86	306,99	21 324
2T19	5 946	399 860	7,20	437,94	32 424
Cumul 1er Semestre 2019	5 943	400 191	9,82	474,81	31 788
3T19	11 889	800 050	17,02	912,75	64 212
Cumul 1T19-3T19	8 011	539 976	32,99	588,29	42 281
4T19	13 954	940 167	42,81	1 063,10	74 069
Cumul 2ème Semestre 2019	19 900	1 340 026	50,01	1 501,04	106 493
Cumul Annuelle 2019	3 956	265 923	5,86	306,99	21 324
2020					
1T20	2 045	134 541	54,37	175,38	10 551
2T20	2 021	135 137	86,45	129,83	7 942
Cumul 1er Semestre 2020	4 065	269 678	140,82	305,20	18 493
3T20	2 032	135 866	7,49	143,43	9 154
1T20-3T20	3212	158 426	148,30	448,63	28 798
4T20	1 289	72 211	108,69	183,74	10 252
Cumul 2ème Semestre 2020	2 247	111 332			20 557
Cumul Annuel 2020	4 502	230 637	256,99	632,57	39 050

Sources : SOGEAC, PAC et CADAC

2. Finances publiques

Tableau 2.2. 1 : Évolution des Opérations Financières de l'État (en milliards GNF)

TOFE	4T19		2S19		CUMUL 2019		1T20	1S20		4T20	2S20	CUMUL20		
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Réal.	Prév.	Réal.	Réal.	Réal.	Prév.	Réal.	
RECETTES ET DONNS	5 347,03	4 197,04	#####	8 470,94	19 175,70	17 906,11	4 532,74	4466,54	9211,04	4544,07	9606,46	4466,54	18817,50	
Recettes courantes	5 333,33	4 010,42	9591,79	8 204,99	17 405,89	#####	4 221,19	4329,75	8606,75	4254,59	8713,94	4329,75	17320,69	
Recettes fiscales	4 217,68	3 682,00	8309,11	7 465,17	15 757,90	#####	4 058,40	4230,69	8367,83	4104,75	8219,45	4230,69	16587,28	
Secteur minier	583,33	502,91	1318,57	921,96	2 237,24	2 373,29	550,78	910,40	1104,28	640,30	1189,82	910,40	2294,10	
Secteur non minier	4 750,01	3 507,50	#####	7 283,03	15 168,66	#####	3 670,41	3419,35	7502,47	3614,30	7524,12	3419,35	15026,59	
Recettes non fiscales	1 115,66	328,42	1282,69	739,83	1 648,00	1 437,18	162,79	99,07	238,92	149,85	494,49	99,07	733,41	
Dons et Emprunts	13,69	186,62	717,81	265,95	1 769,81	600,25	311,55	136,78	604,29	289,48	892,51	136,78	1496,81	
Dons affectés	-290,69	74,36	126,91	153,68	910,00	376,86	112,63	85,00	350,18	80,38	155,07	85,00	505,25	
Dons non affectés	64,92	108,69	196,09	108,69	465,00	216,23	198,92	0,00	254,11	209,10	737,44	0,00	991,55	
DÉPENSES TOTALES	6 634,40	4 088,85	#####	9 701,95	21 435,26	18 497,18	4 640,23	10854,6 9	9774,67	5525,32	13141,0 5	10854,6 9	22915,72	
Dépenses courantes	4 441,02	3 399,13	#####	7 504,60	13 982,00	#####	3 629,18	3691,21	7899,14	4733,82	11141,6 3	3691,21	19040,77	
Traitements et Salaires	1 202,60	1 149,92	2322,16	2 294,54	4 470,00	4 430,10	1 248,11	1195,94	2686,17	1701,65	3517,67	1195,94	6203,84	
Subventions et transferts	2 233,63	1 061,13	#####	2 441,84	4 499,00	4 569,63	1 226,75	1201,00	2698,57	1964,57	3903,07	1201,00	6601,63	
Intérêts dette extérieure	-13,19	26,28	103,04	74,13	251,00	186,49	64,49	79,52	103,19	-16,84	122,65	79,52	225,83	
Intérêts dette intérieure	112,92	90,95	291,83	172,79	750,00	390,64	87,68	112,00	243,69	222,65	544,15	112,00	787,83	
Dépenses en capital	2 315,25	649,03	#####	2 142,33	7 338,27	4 544,28	956,62	7111,70	1801,71	749,00	1956,92	7111,70	3758,64	
Financement externe FINEX	1 493,28	328,79	#####	694,35	4 074,00	1 778,77	782,48	6842,05	1453,94	251,85	609,41	6842,05	2063,35	
Financement interne Investissement yc BAS	794,23	320,24	1937,49	1 447,98	3 210,27	2 765,51	174,14	269,65	347,77	497,15	1347,52	269,65	1695,29	
Financement interne subvention en capital	27,74	0,00	41,22	0,00	54,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Solde base engagements (dons et BAS compris)	-1 287,37	108,19	-3319,14	-1 231,01	-2 259,57	-591,07	-107,49	-	6388,16	-563,63	-981,25	-3534,60	-6388,16	-4098,22
Solde base engagements (dons exclus)	-1 301,06	-78,43	#####	#####	-4 029,37	-1 191,32	-419,04	6524,94	-1167,92	-1270,73	-4427,11	-6524,94	-5595,03	
Arriérés de paiements	0,00	-0,49	0,00	-1,04	0,00	-1,60	14,30	0,00	-0,26	0,00	0,00	0,00	-0,26	
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Extérieurs	0,00	-0,49	0,00	-1,04	0,00	-1,60	14,30	0,00	-0,71	0,00	-0,02	0,00	-0,73	
Dépenses en cours	-766,69	-891,29	-824,98	45,29	-1 841,95	-1 446,22	-1 160,60	-37,00	-2260,03	1294,49	2427,49	-37,00	167,46	
Solde base caisse	-2 177,61	-3 308,68	#####	#####	4 055,93	4 917,07	-1 525,87	-400,11	-3585,03	499,34	-1790,04	-400,11	-5375,07	
FINANCEMENT	2 177,61	3 308,68	4126,55	3 959,76	4 055,93	4 917,07	1 525,87	400,11	3585,03	982,28	3271,67	400,11	6856,70	
Financement extérieur net	2 875,70	834,61	#####	1 022,71	4 945,13	2 147,98	548,73	605,53	2313,55	-20,15	406,10	605,53	2719,65	
Tirages	3 110,40	1 112,10	5146,20	1 398,34	5 604,15	2 798,99	669,85	732,00	2516,45	171,48	872,51	732,00	3388,96	
Amortissement dette extérieure	-234,70	-273,70	-377,30	-370,76	-659,01	-644,33	-119,09	-126,47	-305,82	-191,62	-465,04	-126,47	-770,85	
Financement intérieur net	-698,10	2 474,07	-642,35	2 937,05	-889,20	2 769,08	977,15	-205,42	1271,48	1002,43	2865,57	-205,42	4137,05	
Système bancaire	-400,39	2 730,59	-222,99	3 578,69	-233,13	3 897,35	1 390,81	210,58	2042,27	1210,21	3481,83	210,58	5524,10	
BCRG "PNT1"	-272,00	1 884,78	-152,00	2 407,72	-270,34	2 524,57	1 038,88	-71,75	1326,68	-609,69	1565,25	-71,75	2891,93	
Banque commerciale	-128,39	845,81	-70,99	1 170,96	37,21	1 372,78	351,94	282,33	715,59	1819,90	1916,58	282,33	2632,17	
Financement non bancaire	-297,71	-256,53	-419,36	-641,63	-656,07	-1 128,27	-413,67	-416,00	-770,78	-207,79	-616,27	-416,00	-1387,05	
GSM	72,52	0,04	97,92	-31,98	97,92	46,38	0,01	0,00	0,03	0,03	0,21	0,00	0,24	
Amort. dette intérieure	-370,23	-256,56	-517,28	-609,66	-753,99	-1 174,65					-616,47	-416,00	-1387,28	
Solde primaire	136,60	367,59	184,87	-555,68	1 045,63	1 170,66	0,00	0,00	0,00	0,00	-3150,91	560,42	-2518,02	

Source : MDB / DNB, TOFE

Tableau 2.2. 1 : Évolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens)

Service de la dette publique	1T20		2T20		1er semestre 2020		3T20	4T20	2S20	Cumul20
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.
1. Dette publique extérieure										
Principal	-126,47	-119,09	0,00	-186,73	-126,47	-305,82	-273,41	-191,62	-465,04	-770,85
Intérêts	79,52	49,95	0,00	53,24	79,52	103,19	139,49	-16,84	122,65	225,83
2. Dette publique intérieure										
Principal	-416,00	-413,68	0,00	-357,13	-416,00	-770,81	-408,65	-207,82	-616,47	-1387,28
Intérêts	112,00	87,68	0,00	156,01	112,00	243,69	321,49	222,65	544,15	787,83

Source : MDB, MEF/DNTCP, DNB (Tableau de Bord des Finances Publiques, TOFE)

3. Monnaie et Crédit :

Tableau 3.1. 1 : Situation monétaire intégrée (fin de période en milliards de GNF)

Agréats	décembre	décembre	décembre 2020 / décembre 2019	
	2019	2020	Mlds GNF	%
AVOIRS EXTÉRIEURS NETS	9 795,44	11 850,24	2 054,80	21,0%
Banque Centrale	8 012,19	8417,99	405,80	5,1%
Or	1 670,02	2535,75	865,73	51,8%
FMI	-3870,66	-4635,76	-765,10	19,8%
Avoirs en DTS	942,16	856,47	-85,68	-9,1%
Avoirs en devises (nets)	9270,67	9661,52	390,85	4,2%
Banques de dépôts	1783,25	3432,25	1 649,01	92,5%
Réserves internationales brutes (en millions USD)	1159,11	1490,25	331,14	28,6%
Réserves internationales nettes (en millions USD)	805,11	808,54	3,43	0,4%
AVOIRS INTÉRIEURS NETS	20636,23	25230,54	4594,31	22,3%
dont avoirs intérieurs nets BCRG	5810,28	7697,13	1886,86	32,5%
Crédit intérieur net	26908,40	33188,43	6280,02	23,3%
Créances nettes sur le secteur public	14848,70	20179,30	5330,60	35,9%
Créances nettes sur l'État	14848,64	20179,24	5330,60	35,9%
BCRG	9438,13	9001,77	-436,36	-4,6%
dont PNT1	7192,43	11268,50	4076,06	56,7%
Banques primaires	5410,51	8910,75	3500,24	64,7%
Créances sur les entreprises publiques	0,06	0,05	0,00	-6,7%
Créances saines	10942,19	12007,36	1065,17	9,7%
dont créances à Moyen et Long Termes	4224,98	5099,32	874,34	20,7%
Autres postes nets	-6272,18	-7957,89	-1685,72	26,9%
MASSE MONÉTAIRE	24746,38	30431,67	5685,29	23,0%
Base monétaire	11837,83	13822,47	1984,64	19,0%
Monnaie et Quasi-monnaie	19800,48	24072,30	4271,82	22,3%
Monnaie en circulation	7244,54	8816,44	1571,90	30,9%
Dépôts à vue en francs guinéens	10538,98	12953,40	2414,43	13,6%
Dépôts à terme en francs guinéens	2016,96	2302,46	285,50	38,7%
Dépôts en devises	4945,90	6359,37	1413,47	25,4%

Source : BCRG /DGES/SMI

Tableau 3.1. 2 : Évolution du taux de change moyen trimestriel du GNF

Trimestre/Année	Marché Officiel		Marché Parallèle		Prime de change	
	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF
2019						
3T19	9 118	10 305	9 166	10 379	0,5%	0,7%
Cumul 1T19-3T19	9 184	10 284	9 260	10 408	0,8%	1,2%
4T19	9 161	10 278	9 229	10 397	0,7%	1,2%
Cumul 2ème Semestre 2019	9 135	10 299	9 189	10 386	0,6%	0,8%
Cumul Annuelle 2019	9 117	10 303	9 170	10 386	0,6%	0,8%
2020						
1T20	9 374	10 278	9 466	10 413	1,0%	1,3%
2T20	9 457	10 437	9 565	10 500	1,1%	0,6%
Cumul 1er Semestre 2020	9 415	10 358	9 515	10 456	1,1%	1,0%
3T20	9 626	11 241	9 688	10 978	0,6%	-2,3%
4T20	9 716	11 389	9 727	11 327	0,1%	-0,5%

Source : BCRG / Direction générale des études économiques et de la statistique

Tableau 3.1. 3 : Évolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)

TAUX D'INFLATION : 2019 (Base 100 : 2002)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
	2019											
Indice global	926,0	934,6	943,8	953,2	960,3	968,1	980,6	984,8	995,0	1 000,0	1 006,2	1 011,8
Variation en glissement annuel	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%	9,7%
Variation en moyenne annuelle	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%
TAUX D'INFLATION : 2020 (Base 100 : 2002)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	2020											
Indice global	1108,1	1120,6	1133	1165,1	1173,8	1180,4	1194,2	1196,2	1203,7	1 210,3	1 216,6	1 220,9
Variation en glissement annuel	9,1%	9,3%	9,5%	11,3%	11,5%	11,3%	11,26%	11,04%	10,57%	10,8%	10,7%	10,6%
Variation en moyenne annuelle	9,4%	9,4%	9,4%	9,5%	9,7%	9,8%	9,99%	10,13%	10,22%	10,4%	10,6%	10,7%

Source : MP / Institut National de la Statistique (INS)

Tableau 3.1. 4 : Évolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry

Agréats	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	2020														
Riz local étuvé	-2,2%	-1,4%	-0,4%	0,4%	0,1%	-4,2%	-3,9%	-6,5%	-4,1%	-1,0%	0,6%	4,8%	6,4 %	6,9 %	7,1 %
Riz importé populaire	10,3%	4,0%	-1,7%	-0,3%	-1,0%	-3,8%	1,1%	1,8%	-1,6%	1,4%	1,6%	0,4%	-0,4 %	6,9 %	5,4 %
V viande de bœuf	-1,1%	0,0%	-0,5%	0,0%	6,7%	11,8%	12,5%	21,8%	25,0%	25,0%	25,0%	25,0%	40,0 %	25,0 %	25,8 %
Pomme de terre	14,2%	13,8%	57,3%	16,6%	16,3%	-0,1%	5,8%	21,9%	6,9%	-3,5%	4,4%	2,7%	14,0 %	15,4 %	11,5 %
Huile de palme	-2,6%	1,5%	12,9%	9,7%	4,7%	5,5%	7,1%	4,5%	-9,6%	-6,0%	-5,9%	-4,9%	-4,62%	-3,53%	-2,8 %
Huile d'arachide	1,8%	4,1%	15,0%	14,5%	4,6%	4,6%	7,8%	4,6%	1,7%	5,1%	5,5%	6,3%	2,83%	4,83 %	6,98%

Source : MP / INS

Tableau 3.1. 5 : Évolution des taux d'intérêt créditeurs

Agréats	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem bre	Octobre	Novembre	Décembre
	2020											
Taux directeur	12,5 0 %	12,5 0 %	12,5 0 %	12,5 0 %	11,5 0 %	11,5 0 %	11,50 %	11,50%	11,50%	11,50%	11,50%	11,50%
Taux des bons du trésor 91 jours	9,02 %	9,48 %	9,33 %	9,00 %	8,77 %	8,77 %	8,77%	8,15%	8,15%	9,81 %	8,8 %	8,8 %
Taux d'intérêt débiteur maximum	19,7 1 %	19,4 8 %	19,1 0 %	19,5 8 %	19,9 7 %	19,8 2 %	19,60 %	19,80%	19,62%	19,50%	18,90%	19,90%

Source : BCRG / Direction Générale des Études Économiques et de la Statistique

Tableau 3.1. 6 : Repères quantitatifs à fin décembre 2020

	Prévisions	Réalisations	Écart Réal - Prév.
REPERES			
1. Recettes budgétaires hors secteur minier		8 404,1	
2. Dépenses courantes hors paiements d'intérêt		4 303,6	
3. Masse salariale de l'État		1 816,0	
CRITERES			
1. Solde primaire du budget (plancher, en % du PIB)		-1,5%	
2. Base monétaire (plafond, en milliards GNF)		18 241,6	
3. Avoirs intérieurs nets, BCRG (plancher, en millions de USD)	5 579,0	10 159,7	4 580,7
4. Réserves internationales nettes (en millions USD)	824,0	806,3	-17,7

Source : MB, BCRG

Tableau 3.1. 7 : Critères de convergence à fin décembre 2020

Normes CEDEAO / ZMAO	2019	2020	Observation
1. Critères de premier rang			
1.1 Solde budgétaire global / PIB : ≤ - 3%	-0,6%	-3,5%	Non-Satisfaisant
1.2 Taux d'inflation en moyenne annuelle ≤ 5% en 2020)	9,7%	10,6%	Non-Satisfaisant
1.3 Financement du déficit budgétaire par la BCRG ≤ 10% RF, année précédente.	3,0%	10,7%	Non-Satisfaisant
1.4 Réserves brutes de change ≥ 3 mois d'importations	4,0	4,2	Satisfaisant
2. Critères de second rang			
2.1 Ratio Encours de la dette extérieure / PIB ≤ 70%	36,8%	42,9%	Satisfaisant
2.2 Variation du taux de change nominal (USD / GNF) = ± 10%	2,8%	9,6%	Satisfaisant
Nombre de critères remplis sur un objectif de six (6)	6	3	

Sources : MEF, MB, MPP, BCRG, CNC Guinée, CTSCM